

## Vue d'ensemble et évolutions récentes

Le Burundi figure parmi les pays les plus pauvres avec un revenu national brut par habitant d'environ 210 dollars américains en 2015, soit le plus faible en Afrique Sub-Saharienne. Malgré un contexte socio-politique fragile, le taux de croissance économique s'est maintenu au-dessus de 4 % entre 2011 et 2014, avant de tomber à -2,5% en 2015, suite à la détérioration de l'activité économique consécutive à la crise politique depuis avril 2015.

### Institutions financières

Le système financier burundais comprend outre la Banque Centrale; 10 banques commerciales ; 2 établissements financiers qui financent les PME, l'agriculture et l'habitat ; des services financiers de la Poste ; 7 compagnies d'assurance dont une créée en mai 2016 ; 33 institutions de microfinance (IMFs) dont une structure faitière regroupant 106 Coopératives d'Epargne et de Crédits (COOPEC) en réseau ; des bureaux de change ainsi que 2 organismes de prévoyance sociale. Le pays ne dispose pas encore de marché des capitaux.

Tableau 1 : Principales institutions financières au Burundi, 2010-2015

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Banques commerciales	8	8	10	10	10	10
Agences bancaires	103	117	130	161	162	169
Compagnies d'assurance	5	6	6	6	6	6
Institutions de microfinance	18	19	22	26	29	33

Source : Banque de la République du Burundi et Agence de Régulation et de Contrôle des Assurances

### Profondeur du secteur financier

Exprimée en dépôts au système financier par rapport au PIB, la profondeur du secteur financier reste faible. Ce ratio était de 16,7% en 2014, contre 23,5% pour la médiane du groupe des pays en développement en Afrique Sub-Saharienne (ASS), d'après les données du *Global Financial Development Database* (GFDD, World Bank Juin 2016).

Toutefois, le pays affichait un ratio des crédits au secteur privé sur le PIB de 16,8%, ce qui est similaire à la médiane du même groupe de pays de l'ASS (16,6%). Ces crédits proviennent principalement des banques.

Les actifs des établissements financiers non-bancaires ne représentaient que 1,8% du PIB en 2014, niveau largement inférieur à la médiane du groupe des pays en développement en ASS (6,9% du PIB).

L'observation des données sur les 5 dernières années montre une dégradation des indicateurs de la profondeur financière, quoique de faible ampleur (Tableau 2). En pourcentage du PIB, les dépôts au système financier sont passés de 19,3% en 2011 à 16,7% en 2014, les crédits de 17,3% à 15,1%, et les actifs bancaires de 21% à 18,5%.

Tableau 2 : Profondeur des institutions financières (IF) au Burundi, 2011-2014

	2011	2012	2013	2014	SSA*-2014
<b>(en pourcentage du PIB)</b>					
Dépôt auprès du système financier	19,3	17,7	17,1	16,7	23,7
Crédit des IF au secteur privé	19,1	19,3	18,1	16,8	16,6
Crédit des banques au secteur privé	17,3	17,6	16,4	15,1	15,7
Actifs des banques	21,0	19,9	18,7	18,5	23,8
Actifs des IF non-bancaires	1,9	1,8	1,7	1,8	6,9
Capitalisation boursière	...	...	...	...	52,7

Source: Données de la Banque Mondiale, Global Financial Development Database, (Juin, 2016).

### Crédits bancaires

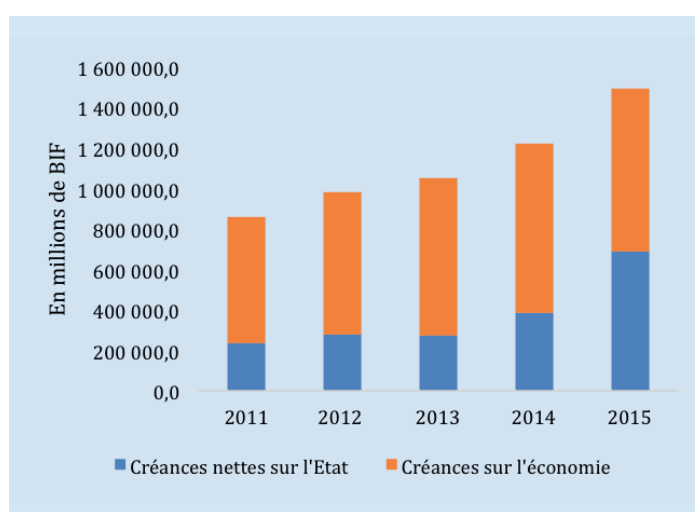
Le crédit intérieur a régulièrement augmenté au cours des cinq dernières années, principalement tiré par la croissance des créances nettes sur l'Etat. Il a enregistré une hausse globale de 74,5% entre 2011 et 2015, contre 29,6% pour les créances sur l'économie, et 197,6% pour les créances nettes sur l'Etat.

La part des créances sur l'économie dans le crédit intérieur reste tout de même la plus importante, mais affiche une baisse de 4,2 points de pourcentage sur la période au profit des créances nettes sur l'Etat ; celles-ci ont vu leur part augmenter de 27,2% en 2011 à 31,4% en 2015.

Cette tendance qui traduit quelque peu un effet d'éviction du financement du secteur privé en faveur du financement de l'Etat. En effet, l'Etat recourant de plus en plus au financement intérieur suite au gel des appuis extérieurs consécutivement à la crise politique survenue depuis le deuxième trimestre de 2015.

Graphique 1

Evolution du crédit intérieur au Burundi, 2011-2015



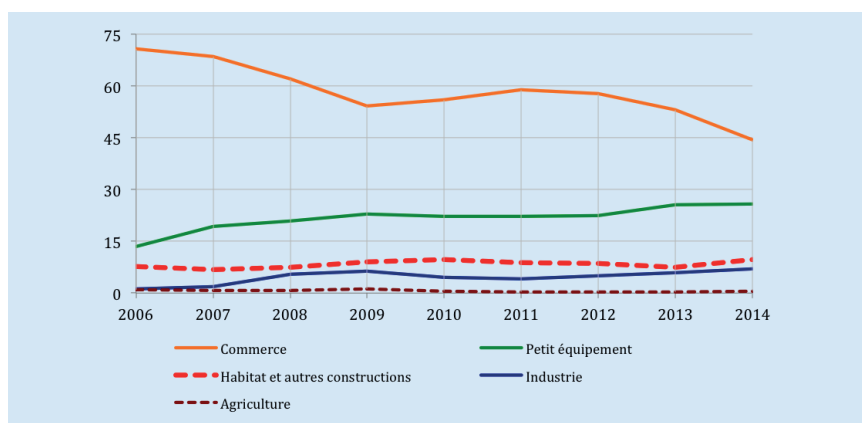
Source : MFW4A. Données de la Banque de la République du Burundi.

En termes de ventilation des crédits à l'économie par secteur d'activité, la part allouée au secteur du commerce demeure la plus importante (29,5% en 2015), bien qu'en baisse par rapport au niveau des années antérieures (56% en 2011, 52% en 2013, et 44,2% en 2014).

La part des crédits consentis au secteur agricole demeure très faible (3,1% en 2015), bien qu'ayant fortement augmenté par rapport au niveau enregistré jusqu'en 2014, autour de 0,5%.

Graphique 2

Crédits par principales branches d'activité en % du total des crédits



Source : Banque de la République du Burundi, rapports annuels et bulletins mensuels

En termes d'échéance, les crédits à court terme prédominent. Ils représentaient en moyenne 58% du total sur la période 2011-2015, contre 31% pour les crédits à moyen terme et 11% pour les crédits à long terme.

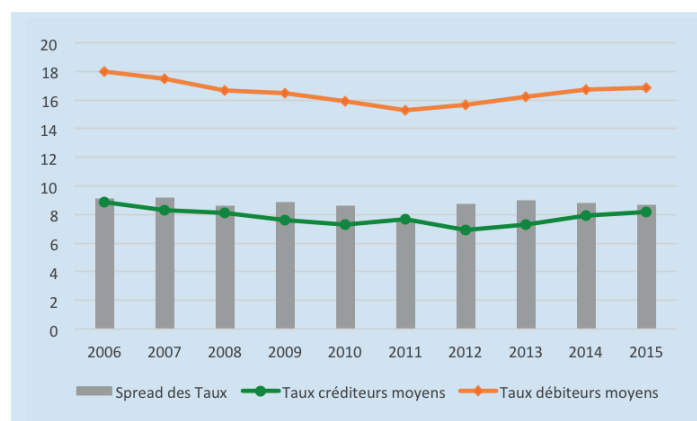
### Taux d'intérêts

Les taux d'intérêt appliqués par les banques ont connu une évolution contrastée au cours de la dernière décennie. Les taux débiteurs moyens ont régulièrement baissé entre 2006 et 2011, de 18% à 15,3%. Ils ont ensuite augmenté pour atteindre 16,85% en 2015. De même, les taux créditeurs moyens ont baissé entre 2006 et 2011, de 8,9% à 7,7%, et ont ensuite augmenté pour atteindre 8,1% en 2015.

Sur la période 2006-2015, le spread des taux affiche une baisse d'environ 1,5 point de pourcentage, et une moyenne de 8,7%, soit un niveau comparable à la moyenne du spread des taux débiteurs-taux créditeurs en Afrique Sub-Saharienne sur cette période- qui se situe autour de 9%.

Graphique 3

Evolution des taux d'intérêts bancaires au Burundi, 2006-2015.



Source : MFW4A. Données de la Banque de la République du Burundi

## Inclusion financière

Les indicateurs d'accès aux services financiers pour le Burundi sont parmi les plus faibles en Afrique Sub-Saharienne. Les données de l'enquête Global Findex de la Banque mondiale montrent qu'en 2014, seuls 6,9% des adultes avaient un compte auprès d'une institution financière, contre 28,9% en moyenne en Afrique Sub-Saharienne ; et seuls 0,7% des adultes avaient accès aux services financiers via la téléphonie mobile, contre 11,5% en moyenne en Afrique Sub-Saharienne.

Tableau 3 : Indicateurs d'inclusion financière, 2014

	Burundi	SSA*
(% de la population de plus de 15 ans)		
Compte dans une IF	6,9	28,9
Compte mobile	0,7	11,5
Epargne dans une IF	3,3	15,9
Emprunt auprès d'une IF	1,7	6,3

Source : Données de la Banque mondiale, Global FINDEX database, 2015

## Développements récents

Suite à la crise politique survenue en 2015, l'économie burundaise a été durement frappée par la baisse des activités et le ralentissement des financements et appuis extérieurs- dans la mesure où le budget de l'Etat est tributaire de l'aide des bailleurs de fonds internationaux.

Le secteur bancaire en a subi les conséquences. D'une part, le ralentissement de l'activité économique a affecté la croissance et la qualité du portefeuille de crédits par une accumulation des prêts non performants. Ces derniers se sont accrus de 60% entre 2014 à 2015, passant de 83 milliards à 133 milliards de francs burundais alors qu'en moyenne annuelle ils avaient augmenté de 27% entre 2012 et 2014. D'autre part, le tarissement des ressources en devises entraîne une tension de trésorerie en devises et une limitation du financement des importations.

La Banque Centrale a été amenée à prendre des mesures d'assouplissement du refinancement pour maintenir à la disposition des banques commerciales des liquidités suffisantes pour le financement des activités économiques. Ces mesures ont porté notamment sur l'augmentation du volume des montants d'apport de liquidité à des taux faibles, l'allongement des maturités de 7 jours avant la crise à 14 et 28 jours après, et la réduction du taux de la facilité de prêt marginal qui est passé de 16,2% en septembre 2015 à 8,9 % en décembre 2015.

Enfin, la banque centrale intervient intensivement sur le marché des changes pour permettre aux banques de poursuivre le financement des importations des produits de première nécessité. Elle effectue des interventions ciblées pour assurer l'approvisionnement du pays en produits stratégiques comme le carburant, les médicaments, les engrais chimiques et les matières premières.

## Secteur bancaire

En 2015, le secteur bancaire comprenait 10 banques commerciales dont 2 qui ont été agréées en 2012. Ces banques ont continuellement étendu leur réseau sur l'ensemble du territoire national, faisant passer le nombre d'agences de 103 en 2010 à 169 en 2015.

A cela s'ajoute l'augmentation du nombre de guichets automatiques qui a presque triplé en 5 ans, passant de 25 en 2010 à 81 en 2014, d'après les données de l'enquête du FMI sur l'accès aux services financiers (IMF Financial Access Survey, 2015). Tous ces guichets automatiques sont cependant concentrés dans les 3 plus grandes villes du pays.

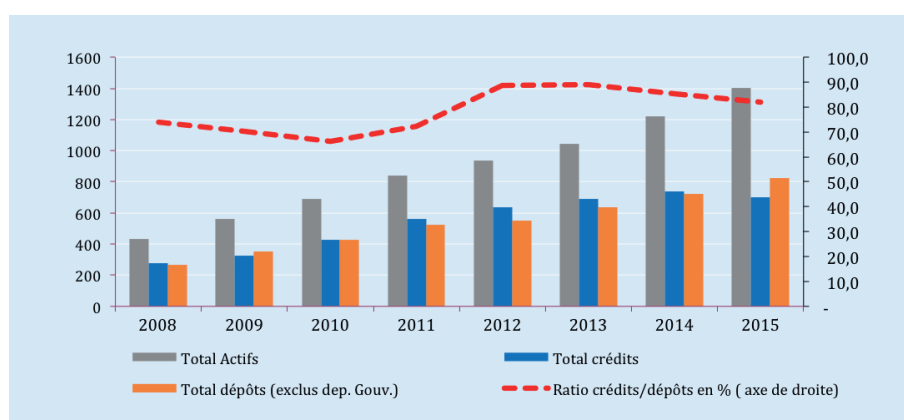
### Actifs et passifs des banques

Le total des actifs des banques a fortement augmenté au cours de la dernière décennie, affichant un taux d'accroissement de plus de 200 % entre 2008 et 2015. La croissance des crédits et des dépôts a également été importante, mais de plus faible ampleur par rapport à l'évolution du total des actifs. Entre 2008 et 2015, les crédits et les dépôts se sont accrus de 150% et 125% respectivement.

Le taux de transformation des dépôts en crédits a atteint 80% en 2015, après une évolution irrégulière au cours de la période sous-revue. Entre 2010 et 2012, le taux de transformation des dépôts en crédits s'est amélioré, passant de 66,1 % à 88,8%. Ce taux est ensuite resté relativement stable jusqu'à 2014 avant d'amorcer une baisse en 2015, traduisant ainsi l'effet d'éviction mentionné plus haut.

Graphique 4

Evolution des actifs, crédits et dépôts des banques commerciales

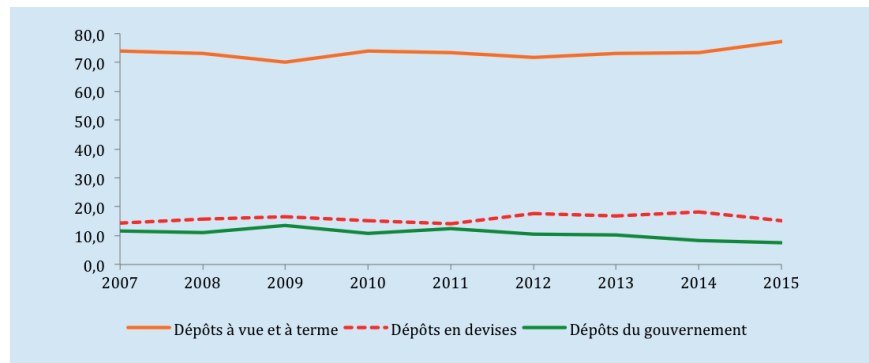


Source : Banque de la République du Burundi, rapports annuels et bulletins mensuels

Les dépôts bancaires sont largement constitués par des dépôts à vue et à terme en monnaie locale qui représentaient 77,1% du total en 2015 ; les dépôts du gouvernement et en devises comptaient alors pour 15,3% et 7,5% respectivement. Pratiquement les mêmes proportions étaient observées entre 2007 et 2014, à l'exception des dépôts du gouvernement qui ont continuellement baissé depuis 2011, de 13% à 8% en 2015.

Graphique 5

Structure des dépôts (en % du total)



Source : Banque de la République du Burundi, rapports annuels et bulletins mensuels

### Solidité financière

Dans l'ensemble, les banques burundaises sont bien capitalisées, liquides et rentables. Le ratio de solvabilité globale des banques commerciales s'est établi à 20% en fin décembre 2015 et frôlait constamment ce niveau depuis 2010. Il est suffisamment au-dessus du minimum réglementaire de 12 %.

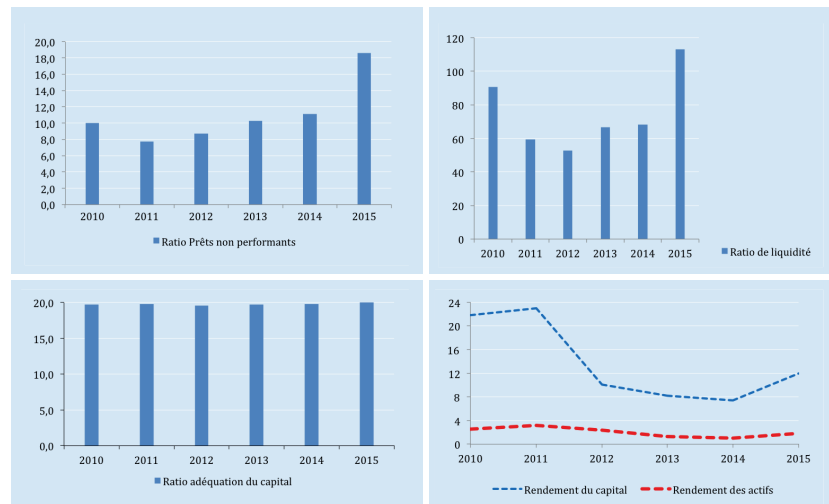
Le ratio de liquidité est globalement resté largement supérieur au minimum réglementaire de 20% depuis 2010. Il s'est établi à 113,2% en 2015.

Le rendement moyen des actifs (ROA) et le rendement des fonds propres (ROE) sont demeurés positifs depuis 2010. Ils ont légèrement augmenté entre 2014 et 2015 après la baisse enregistrée les années antérieures (entre 2010 et 2013). Le ROA est passé de 0,7% en 2014 à 1,8% en 2015 ; le ROE est passé de 7,5% à 12% sur la même période.

Toutefois, le ratio des prêts non performants s'est détérioré depuis 2011, passant de 8,3% à 13,7% en 2014, principalement sous l'effet d'arriérés intérieurs de l'État non réglés et de problèmes de recouvrement des garanties auprès des emprunteurs privés (FMI, 2015). En fin 2015, le ratio des prêts non performants a grimpé à 18,6%, en raison principalement de la détérioration de l'activité économique suite à la crise politique depuis avril 2015.

Graphique 6

Solidité financière des banques



Source : Banque de la République du Burundi

## Les Institutions de Microfinance

Il y a au Burundi 33 institutions de microfinance dont 15 de type coopératif, 17 sociétés anonymes et 1 programme de microcrédit. Ces institutions sont agréées et supervisées par la Banque Centrale. Les deux premières catégories sont autorisées à collecter l'épargne du public alors que la dernière catégorie (programme de microcrédit) n'y est pas autorisée.

Ces institutions de microfinance jouent un rôle clé pour élargir l'accès aux services financiers. En 2014, elles avaient environ 3 fois plus d'emprunteurs et 4 fois plus de déposants que les banques commerciales. L'encours total des dépôts et des prêts auprès des institutions de microfinance demeure toutefois très faible en comparaison aux banques commerciales. En 2014 par exemple, l'encours total des dépôts auprès des banques commerciales représentait 21,8% du PIB, contre 1,9% pour les coopératives de crédit et 0,2% pour les autres institutions de microfinance. La même année, l'encours total des prêts auprès des banques commerciales représentait 15% du PIB, contre 1,8% pour les coopératives de crédit et 0,4% pour les autres institutions de microfinance.

## Les services financiers de la Poste

Le Burundi compte 142 points de services de la Poste, correspondant à une pénétration de 85% en zone rurale, et plus de 220.000 comptes sont déjà enregistrés. Les produits offerts incluent la paie des fonctionnaires, les avances sur salaire, l'épargne ainsi que les opérations de change et de transfert d'argent.

## La téléphonie mobile

La téléphonie mobile est d'introduction récente et par conséquent, très peu de données existent pour capter son importance.

On peut toutefois relever que le premier service de transfert d'argent par téléphonie mobile (Ecocash) a été mis en place par la compagnie de téléphonie mobile Econet Wireless Burundi en avril 2010. Ce service connaît une certaine progression avec environ 1.000.000 de clients existants en 2014, dont 100.000 actifs sur une population adulte estimée à 4.725.796.

Depuis 2013, un nouveau produit de banque mobile (Mcash), utilisant la seule empreinte digitale pour effectuer des retraits, versements, transferts et paiements est opérationnel dans une banque commerciale (BANCOBU). Ce service permet de bancariser la population rurale ne possédant pas de téléphone mobile. Le nombre de comptes ouverts au 31 Juillet 2016 est de 87 524.

## Annexe. Indicateurs d'accès aux services financiers, Burundi, 2010-2014

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Nombre d'emprunteurs pour 1000 adultes</b>					
Banques commerciales	4,9	5,5	9,7	11,1	11,8
Coopératives de crédit	15,4	14,8	19,5	18,4	21,9
Toutes les IMFs agréées	6,5	7,1	6,2	6,0	8,0
<b>Nombre de déposants pour 1000 adultes</b>					
Banques commerciales	28,0	31,7	33,5	30,7	32,0
Cooperatives de credit	69,2	74,6	81,7	96,5	91,7
Toutes les IMFs agréées	8,6	9,1	15,9	21,2	34,6
<b>Encours total des dépôts (% du PIB)</b>					
Banques commerciales	25,6	23,0	21,6	21,1	21,8
Coopératives de crédits	1,7	1,9	1,9	1,7	1,9
Toutes les IMFs agréées	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
<b>Encours total des prêts (% du PIB)</b>					
Banque commerciales	16,2	18,3	17,5	15,5	15,0
Coopératives de crédit	1,4	1,6	1,5	1,6	1,8
Toutes les IMFs agréées.	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4
<b>Nombre de branches pour 100 000 adultes</b>					
Banques commerciales	2,1	2,3	2,5	3,0	3,1
Coopératives de crédit	2,8	2,8	2,7	2,8	3,0
Toutes les IMFs agréées	0,4	0,4	0,4	0,3	0,8
<b>Distributeurs automatiques de billets</b>					
Nombre total	25	35	50	81	81
.....Dans les 3 plus grandes villes	25	35	50	81	81
<b>Mobile banking</b>					
Nombre de comptes actifs	...	...	...	...	...
Ratio compte actifs/compte enregistrés (en %)	...	...	...	...	...
Nombre de comptes actifs pour 1000 adultes	...	...	...	...	...
Nombre d'agents actifs pour 100 000 adultes	...	...	...	...	...
Nombre de transactions pour 1000 adultes	...	...	...	...	...
Valeur des transactions en % du PIB	...	...	...	...	...

Source: IMF Financial Access Survey (2015).

## Références :

<sup>1</sup>Banque de la République du Burundi, rapports annuels et bulletins mensuels

<sup>2</sup>Diagnostic du secteur de la microfinance au Burundi, juin 2011

<sup>3</sup>Stratégie Nationale et plan d'actions pour le développement du secteur financier au Burundi, 2011-2017

<sup>4</sup>Stratégie Nationale d'Inclusion Financière(SNIF), 2015-2020

<sup>5</sup>Rapport d'enquête sur l'Inclusion Financière au Burundi 2012.

<sup>6</sup>Rapport pays du FMI N°15/88, Avril 2015.

### Droits et autorisations

© Partenariat Making Finance Work for Africa (MFW4A) 2016.

Tous droits réservés.

Le texte et les données contenus dans cette publication peuvent être reproduits à condition que la source soit citée, et que pleine reconnaissance soit accordée au Secrétariat de Making Finance Work for Africa (MFW4A) comme étant l'éditeur d'origine. La reproduction à des fins publicitaires est strictement interdite.

### Remerciements

Le Profil Pays du Secteur Financier pour le Burundi a été préparé par Ndikumana Jean-Berchmans (Consultant indépendant, Burundi), en collaboration avec P.V. Nketcha Nana (Research and Knowledge Manager, MFW4A). L'équipe Knowledge Management de MFW4A a fourni le cadre méthodologique pour la préparation des Profils Pays des Secteurs Financiers, sous la supervision générale de David Ashiagbor (Coordinator, MFW4A). Un soutien technique et des commentaires ont été fournis par Mohamed Agrebi (Senior Operation Officer, MFW4A), Abdelkader Benbrahim (Associate Financial Sector Advisor, MFWA), Hugues Kamewe Tsafack (Financial Sector Advisor, MFW4A), Olivier Vidal (Research Officer, MFWA), et N'Diaga Beye (Intern, MFW4A). Le rapport a été édité par Mike Pflanz, et désigné par Arnaud Floris (MFW4A), Dakoua J-N Willie et Elie Oliko. Un soutien financier a été fourni par la Coopération Italienne via le Fonds IRMA de la BAD.